Alain KIYINDOU, Kouméalo ANATÉ, Alain CAPO-CHICHI,
dirs, *Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Études africaines, 2015, 259 pages

Sariette Batibonak et Abia Batibonak

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10608>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10608

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 448-451

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Sariette Batibonak et Abia Batibonak, « Alain KIYINDOU, Kouméalo ANATÉ, Alain CAPO-CHICHI, dirs, *Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile* », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10608> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10608>

dans des bourgades plus ou moins éloignées. Projeter un film pour les uns ou aller au cinéma pour les autres impliquent des déplacements dans la ville ou dans ses environnements, proches ou éloignés. Sur place, de la rue, aux courettes ou aux salles de café, les lieux, les ambiances, les publics changent : avec le succès de ces productions d'images, les civilités ne seront bientôt plus les mêmes. Plus tard, les noms prestigieux des nouvelles salles, le Rex, le Palace feront tout autant rêver le spectateur que le titre du film lui-même. Y contribuent le faste inédit des lieux ou les dimensions de l'écran et *a fortiori* le contenu du film.

Ainsi Odile Goerg livre-t-elle de merveilleuses séquences de vie. Elle analyse finement les contraintes géographiques et sociologiques, évalue le poids de la domination coloniale sur ce nouveau loisir, met en lumière les nouvelles formes d'occupation du temps que l'avènement du cinéma fait émerger. Pionnier reste son souci de montrer comment ce loisir vient rompre les temporalités traditionnellement établies, aux rythmes des fêtes ou des rituels traditionnels, et réussit à leur instiller un air de modernité. L'essentiel vient lorsque se creusent les brèches dans les pratiques de la colonisation, en particulier lorsque changent les rapports entre populations blanches et noires, réunies ou séparées dans une même salle, et lorsqu'éclatent aussi oppositions et conflits entre différents types de spectateurs. L'enquête en dit long sur l'histoire des villes en Afrique durant la période coloniale, rend compte de l'évolution de la vie dans leurs quartiers, de leurs bâtiments, modestes ou prestigieux, des itinéraires que suivent spectateurs et spectatrices, des contextes politiques dans lesquels le cinéma infuse sa modernité, et de leur évolution avec l'apparition de ce loisir majeur, qui mêle – ou oppose – générations, origines, cultures, etc.

« Fenêtre ouverte sur l'ailleurs » (p. 101), le cinéma pose en effet des problèmes politiques. Dans les mêmes salles, on peut voir le même film, sans pour autant se mélanger. Les conflits qui peuvent éclater sont alors autant des faits divers que des révélateurs d'évolutions sociales en cours. D'autres problèmes sont posés aux autorités coloniales, bien entendu, qui jouent de la censure sous bien des formes, mais aussi aux populations locales qui découvrent sur l'écran un autre monde, ce qu'on peut appeler la face cachée des colonisateurs, autrement dit des blancs pas exactement comme ceux qui les dominent, des mœurs, pas aussi simples que celles qui leur sont rapportées par leurs maîtres ou leur prêtres, des fictions qui diffèrent profondément des récits ou légendes qui leur ont été transmis par la famille, l'école, le quartier ou le village. Le cinéma bouscule les hiérarchies, même s'il ne les renverse pas. Il introduit

des modèles humains et des systèmes de référence, des formes d'héroïsme, qui peuvent servir de leçon de chose, bonne ou mauvaise, morale ou pas, mais nourrissent surtout de nouveaux imaginaires.

Toujours difficile à établir, la circulation des œuvres n'est pas non plus la moindre des questions que traite l'ouvrage. Un film ne se réduit pas à sa pellicule, c'est aussi son cheminement dans l'espace géographique, la durée de sa projection, le type de public qui se déplace, éventuellement la publicité officielle ou officieuse (le bouche à oreille) qui l'accompagne. Mais c'est aussi le jeu des pouvoirs coloniaux avant son introduction dans le circuit de diffusion, les sélections, les censures, les motifs invoqués. Dans certains cas, c'est pour privilégier les productions nationales du pays colonisateur ; dans d'autres, c'est pour contrôler le marché ; dans d'autres encore, c'est pour faire front devant une domination idéologique ou économique étrangère. Nul ne sera scandalisé d'apprendre que l'instrumentalisation n'est jamais absente pour valoriser la production française et faire obstacle ou empêcher la diffusion de contre-modèles culturels : c'est le cas des westerns ou des productions égyptiennes pour un temps donné.

C'est dire que ce livre analyse, avec subtilité, des expériences de vie, selon de multiples dimensions, qui éclairent le lecteur sur une autre histoire de l'Afrique, parfois globale et souvent régionale (des pans entiers de l'Afrique n'ont jusqu'ici pas été étudiés). Mais il révèle aussi différentes configurations sociales. Comme l'écrit Odile Goerg, « alors que raisonner à l'échelle du continent n'a guère de sens tant les cultures et les contextes varient, le croisement de la documentation, écrite et orale, permet de procéder par touches » (p. 13). C'est dire enfin que cette histoire du cinéma jette la lumière sur un paysage des loisirs en Afrique qui éclaire autant l'organisation du temps que l'occupation des espaces durant la colonisation.

André Rauch

*Isor, université Paris I Panthéon Sorbonne, F-75231
andrauch42@hotmail.com*

Alain KIYINDOU, Kouméalo ANATÉ, Alain CAPO-CHICHI, dirs, *Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile*
Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Études africaines, 2015, 259 pages

Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile s'ouvre par une reconnaissance du caractère indispensable du téléphone mobile (p. 9). Les Africains seraient le mieux adaptés à la technologie médiatique par la réappropriation du téléphone mobile. D'ailleurs, au

milieu des années 2010, « le téléphone portable s'est immiscé dans toutes les activités humaines, qu'elles soient privées, publiques, à but lucratif ou non » (p. 135). Telle est la trame qui traverse cet ouvrage.

À travers la téléphonie mobile, les technologies – une chance pour l'Afrique (p. 221) – connaissent une grande réussite et bouleversent nombre de pratiques en Afrique (p. 129). C'est « le miracle, la grande réussite de l'Afrique » (Annie Chéneau-Loquay, « L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC », *Afrique contemporaine. La revue de l'Afrique et du développement*, 234, 2010, p. 9). Exception, avancée technologique extraordinaire, progression spectaculaire sur le continent africain, le « service mobile connaît une croissance soutenue » (p. 55). Source de création d'emplois directs et indirects, les opérateurs sont désormais parmi les premiers contributeurs fiscaux (p. 69).

Outil de reliance, de mise en visibilité, de connexion, de liberté individuelle, d'expression collective, de mise en perspective, de mise en valeur, le téléphone mobile apparaît aussi comme un objet rituel. Patrick Saerens (pp. 18-28) examine la téléphonie mobile comme une révolution industrielle allant au-delà des technologies de l'information et de la communication (TIC). Par ses multiples usages, le téléphone mobile est plus exploité en Afrique que dans certains pays dits « développés » (pp. 24-26, 40-41) et l'Afrique de l'Est (Ouganda, Kenya, Tanzanie, p. 20) dispose même d'une avance réelle en matière de *roaming* (« itinérance ») international – possibilité pour les abonnés d'un réseau de téléphonie mobile d'utiliser leurs services via les réseaux d'autres opérateurs avec ou sans surcoût –, notamment grâce à la mise en œuvre d'accords entre opérateurs.

Par la démocratisation de ce secteur, le téléphone mobile s'imbrique aisément dans des domaines inattendus tels les nouvelles formes d'économie (formelle et informelle), l'orientation de la concurrence, le suivi académique des apprenants, la supervision des entreprises et la régulation des sociabilités. Son utilisation atteste du dépassement du stade de simple objet technologique vers celui d'objet socio-économique. Dispositif caméléon, il s'adapte à tous les contextes au point de devenir une solution potentielle pour de nombreux secteurs de la société. Sur le plan politique, au Kenya comme au Ghana, les électeurs peuvent contrôler eux-mêmes le processus électoral. Dans ce sens, le cas kenyan « a été salué par l'Organisation des Nations unies comme un exemple de "e-démocratie" » (p. 11). Sur le plan économique, dans un contexte de désenclavement, de manque d'infrastructures de

transport, les opérateurs économiques développent un entrepreneuriat mobile. Le *m-banking*, l'*e-banking* (p. 203) et le marketing mobile (ou *m-advertising*, pp. 186-188, 232) facilitent les transactions des opérateurs. Comme le montre Julien L. M. Adhépeau (pp. 186-189), par la publicité *wireless* et le *m-crowdfunding* (p. 12), le *mobile advertising* et le m-commerce (p. 11) augmentent la rentabilité en entreprise. Ainsi l'auteur constate-t-il que, avec le mobile, on assiste « au triomphe non pas de l'oralité, mais au contraire de l'écriture de l'idéogramme, c'est-à-dire de cette forme d'écriture qui ne copie pas la voix, mais dessine les choses et les pensées » (p. 186). Dans le marketing virtuel, SMS et MMS enregistrent des résultats plus de cinq fois supérieurs aux autres moyens de communication commerciale.

La contribution d'Edem C. M. Amah (pp. 222-228) transporte le lecteur dans le port de Lomé pour naviguer dans l'espace halieutique, dorénavant submergé par les multiples usages de la téléphonie mobile. En effet, 98 % des marchands halieutiques font maintenant usage de cet outil de communication polyvalent. Dans ce secteur commercial caractérisé par la course à la montre, la démocratisation de la technologie mobile a permis aux marchands de produits halieutiques une triple économie temps-énergie-argent. De façon générale, le téléphone mobile s'érige, pour les acteurs du secteur informel, en moyen technique de communication à distance efficace (p. 230) avec par exemple la mise en place de cabines de téléphone mobile. Ces dernières procurent des emplois peu décents, activités transitoires et temporaires (Raymond Kra, pp. 205-210).

Mais le secteur formel n'est pas en reste. Par exemple, Marina Mboumba et Françoise Paquiénéguy (pp. 167-181) montrent que l'industrie pétrolière gabonaise exploite cet outil en vue d'améliorer sa production. Pour une communication interne, une interaction continue, un suivi permanent, une plus grande réactivité dans les interventions, une amélioration de la productivité, une facilité organisationnelle, cet objet à forte valeur symbolique demeure le « complément indispensable de l'organisation » (p. 174). De cette façon, l'entreprise multi-site résout les problèmes d'éloignement, d'enclavement géographique, de supervision, d'anticipation des mouvements professionnels entre les sites et le réseau des partenaires.

Dans le cadre de l'éducation aussi, élèves, étudiants, enseignants, administration des établissements (secondaires et universitaires) et parents se servent du même outil pour interagir, s'informer, collaborer,

communiquer ou obtenir des résultats. Pour preuve, Issa Boro (pp. 98-102) examine le cas de l'université de Ouagadougou et Dimitri Regis Balima (pp. 138-140) explore l'intermédialité du téléphone mobile au sein des établissements secondaires au Burkina Faso. L'internetisation du portable en zone rurale par les universitaires camerounais est aussi observée avec l'université de Yaoundé 2 qui conduit Samuel Tietse (153-158), devant l'appropriation innovante de l'objet par les étudiants à des fins académiques, pédagogiques et professionnelles, considérer que le téléphone mobile y est devenu une extension corporelle.

Certes, l'utilité de la téléphonie mobile n'est plus à démontrer. Pourtant, il existe des dérives : marges bénéficiaires déraisonnables, de l'ordre de 500 à 3 000 %, perte de temps due à la sur-utilisation par les jeunes, budget élevé des communications dans un contexte de pauvreté, investissement dans les objets de luxe, obsession d'être à la mode, incidence sur la santé, fraude aux examens, diffusion des informations privées, etc. Le secteur mobile est dépourvu de législation adaptée pour sanctionner les délits tels la cybercriminalité ou l'atteinte à la vie privée. En l'absence de législation, quelques opérateurs violent le principe de la libre concurrence. Ces multinationales téléphoniques ne s'enrichissent-elles aux dépens des consommateurs ? Comment comprendre cette surconsommation, ce développement des TIC tandis que d'autres domaines peinent à évoluer ? Ce questionnement ressort de l'analyse de Hachimi Abba (pp. 51-68) mais seul Traoré C. Oumar (pp. 235-243) mentionne clairement et explicitement, avec détails et illustrations, l'appauvrissement des populations par la téléphonie mobile (p. 235). Les autres contributions abordent peu ou prou les aspects négatifs. La télédensité – le rapport entre nombre de lignes téléphoniques et nombre d'habitants – reste très faible en Afrique. Les abonnés de téléphones fixes stagnent, tandis que ceux de la téléphonie mobile explosent (p. 53). Les zones rurales sont défavorisées en matière d'infrastructures téléphoniques. La satisfaction des consommateurs et usagers doit être améliorée. Le manque de diversification et d'innovation dans les offres évoquées par Alain Capo-Chichi (pp. 69-77) pour le cas du Bénin est généralisable à toute l'Afrique.

N'Guessan Julien Atchoua (pp. 29-50) scrute le génie créateur des gangs du monde virtuel « broutant » sous l'anonymat des TIC pour affirmer que, en Côte d'Ivoire, la « cybercriminalité est devenue, en l'espace d'une dizaine d'années, une véritable industrie du crime numérique et économique » (p. 45). On observe un déplacement des frontières des crimes, ceux-ci ne se limitant plus aux

espaces physiques, mais ayant aussi intégré les espaces numériques. Par les pratiques de cybercriminalité, les acteurs développent une ingénierie induisant insécurité électronique et économique dans un contexte de « véritable misère sociale » (pp. 89-90).

La transmission et la consommation des messages de dérision et d'humour se présentent comme une *catharsis* collective. Les SMS sont utilisés pour se défouler, parler de façon comique de la crise et de ses acteurs (p. 80), se moquer du bourreau, aborder une situation tragique par la satire, l'humour, la moquerie. Ainsi Eri A. Pale Titi (pp. 78-91) établit-il l'abréviation des messages comme invention langagière embrasant l'univers comique ivoirien. Le champ lexical est constitué des codes énoncés, des énumérations métaphoriques, des comparaisons, du langage subliminal, d'un mélange de lyrisme et d'épopée. Les SMS dérisoires illustrent la juxtaposition de la dérision au dispositif technologique. L'humoriste médiatique, acteur dans la diffusion, use de satire, d'humour. On n'aurait pas imaginé que la téléphonie s'intégrerait dans la « détente ironique en période de crise » (p. 90). De même, il aurait été difficile de présager un endettement des jeunes en raison de l'achat d'objets de luxe et d'une technologie de pointe.

Boua P.S. Akregbou (pp. 107-127) analyse cette réalité observée chez les jeunes Abidjanais en Côte d'Ivoire. Pour eux, objet d'apparat, le téléphone mobile construit leur identité, exprime leur personnalité, leur statut, conforte leur position sociale, montre leur supériorité, influence leurs amies, leur permet de se distinguer de l'autre, de se démarquer, de se faire remarquer, de se sentir exceptionnel ou encore d'avoir la fierté, le sentiment de domination, l'ascendance sur les autres, une bonne aura, une haute estime de soi, une position de pouvoir. Quel que soit son niveau social, un jeune y possède entre un et quatre téléphones, mais aussi, une ou plusieurs puces. Unité de mesure sociale, la valeur du téléphone sert à jauger, apprécier, évaluer, estimer un acteur. Cette consommation ostentatoire du mobile doit questionner.

En Afrique, toutes les TIC allant dans le sens du prolongement de l'oralité rencontrent un engouement important (p. 131). Dans ce continent dominé par l'oralité, cet objet augure un changement de paradigme du fait de son adaptation rapide à la presque totalité des domaines et de son expansion fulgurante. Les conditions de ce tournant demeurent la volonté d'étendre à tous les secteurs de la société cette ingéniosité appliquée à la téléphonie mobile. Comment la démocratisation ne transcende-t-elle

pas tous les domaines de la société ? Comment expliquer cette ingéniosité pour l'exploitation de la téléphonie mobile ? Pourquoi l'entrepreneuriat mobile africain ne se répercute-t-il pas dans les autres secteurs d'activité ? Qu'est-ce qui explique que les Africains sont de simples consommateurs ? Répondre à ces questions est un défi que l'Afrique doit relever pour s'inscrire dans l'ère de la réinvention.

Sariette Batibonak

*Imaf, Aix-Marseille Université, F-13094
sbatibonak@yahoo.fr*

Abia Batibonak

*ICT University, CM
batibonakabia@gmail.com*

Pascal LABORDERIE, *Le Cinéma éducateur laïque*

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Champs visuels, 2015, 278 pages

Issu d'une thèse en études cinématographiques, l'ouvrage vient à propos rappeler, comme le souligne son préfacier Roger Odin, qu'il « existe encore des pans du cinéma français dont l'histoire n'est pas écrite » (p. 11). Divisé en deux parties un peu inégales, 141 pages pour la première, 88 pour la seconde, chacune subdivisée en trois « titres » – appellation juridique peu à sa place dans une œuvre au statut littéraire qu'il eût été plus pertinent de nommer chapitres – *Le Cinéma éducateur laïque* entend redonner à celui-ci son importance dans l'histoire du cinéma français pendant l'entre-deux-guerres, puis en analyser le contenu grâce à une méthodologie originale. Disons d'emblée que la première démarche, plus classique il est vrai, convainc plus que la seconde.

Si l'on savait l'existence d'un cinéma éducateur, si l'on connaissait les pratiques pédagogiques associées au film dans la France de la Troisième République et au-delà, on était loin, en général, d'en mesurer la puissance et l'impact. En soulignant, dans le chapitre « Le cinéma scolaire et éducateur » (pp. 27-64), le lien direct entre cette entreprise visant à utiliser le cinéma à l'école et La Ligue de l'enseignement et son avatar la Confédération générale des œuvres laïques (CGOL), Pascal Laborderie en fait apparaître l'aspect idéologique, marqué par une indéradicable foi dans le progrès. L'auteur excelle à guider le lecteur dans le maquis de ces institutions qui fleurissent dans les années 20-30, regroupant la distribution de films, voire leur fabrication, au sein d'organisations aux acronymes variables selon le moment telles la Fédération nationale des offices d'enseignement et d'éducation laïques (FNOCE), l'Union française des offices du cinéma éducateur (UFOCEL),

l'Union française des œuvres laïques d'éducation par l'image et le son (UFOLEIS). Il lui fait prendre conscience de la révolution pédagogique que constitua – après l'utilisation du film fixe qui continua cependant – celle des images animées, permettant à l'instituteur d'appuyer ses démonstrations sur un médium à l'effet de réalité incomparable. Évoquant la guerre plus ou moins feutrée que se livrent catholiques et laïcs à travers deux conceptions du cinéma éducateur (p. 31), sans doute cette partie de l'ouvrage eût-elle gagné à aborder le cinéma éducateur produit par l'Église, mais, vu l'ampleur de la tâche, on ne saurait en faire grief à l'auteur. D'autre part, la pertinente analyse de l'évolution d'un cinéma d'abord éducateur – auxiliaire un rien sévère de la pédagogie – se muant, surtout après 1945, en moyen d'éducation à l'image – dans une visée esthétique, révolution copernicienne qui n'est pas le sujet de l'ouvrage mais ouvre d'intéressantes perspectives – est un peu gâtée par un retour en arrière sur la Seconde Guerre mondiale mal placé.

Ayant posé les bases chronologiques et institutionnelles du succès du cinéma éducateur, Pascal Laborderie entreprend d'en montrer la force à travers un enracinement décentralisé, organisé dans un réseau d'offices du cinéma éducateur quadrillant le territoire national et, dans une moindre mesure, celui des colonies. Il présente un précieux tableau de ces offices, (p. 44) complété par une carte d'implantation (p. 49). À leur apogée, ils sont 28, touchent 74 départements et les 3 départements d'Algérie, regroupent plus de 5 000 usagers, écoles, patronages laïques, salles communales. Ce réseau représente 4 202 salles proposant deux millions de fauteuils, ce qui est considérable. Faut-il, comme l'auteur, en déduire qu'il est une alternative au réseau du cinéma commercial ? Cela demanderait à être mieux mis en perspective, les salles commerciales ayant à l'époque des jauges considérables, ainsi les 3 300 places du Rex à Paris, la rotation des spectateurs étant sans commune mesure avec celle des élèves dans les salles de classe, pour ne rien dire de l'offensive Pathé vers les campagnes mal équipées à travers les films et les projecteurs Pathé Rural. Mais, c'est sans doute en milieu rural ou dans les quartiers pauvres des grandes villes que le cinéma éducateur put faire jeu un tant soit peu égal avec le cinéma commercial (pp. 42-43). En revanche, ce qui apparaît certain – et l'on peut là suivre l'auteur sans barguigner – est la part prise par les pouvoirs publics dans le développement du cinéma éducateur, en particulier s'agissant de l'équipement des écoles, de l'aide accordée directement à certains offices – celui de Saint-Étienne par exemple –, de l'accès privilégiés aux films produits par divers ministères.